

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**POLITIQUE RÉGIONALE ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET DÉCHETS
PREMIÈRES AFFECTATIONS 2023**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	9
Annexe 1 - Fiches projets Zéro déchet	10
Annexe 2 - Fiche-projet Fonds propreté	41

EXPOSÉ DES MOTIFS

Afin d'accompagner l'atteinte des objectifs du PRPGD approuvé par délibération n° CR 2019-053 du 21 novembre 2019, de la stratégie régionale économie circulaire (SREC) approuvée par délibération n° CR 2020-040 du 24 septembre 2020 et de lutter contre les dépôts sauvages, mais également de mettre le cap sur une Île-de-France propre, zéro déchet et circulaire, il est proposé dans le cadre de ce rapport de soutenir la réalisation de **16 opérations** pour un montant global de **1 359 060 €** d'autorisations de programme et d'engagement au titre de la **politique régionale zéro déchet et économie circulaire** (délibérations n° CP 2021-198 du 1^{er} avril 2021 modifiée), **du fonds propreté** (délibérations n° CR 127-16 du 7 juillet 2016 modifiée par délibération n° CP 2018-534 du 21 novembre 2018 et n° CP 2019-043 du 24 janvier 2019).

1. Affectation de subventions au titre du dispositif « Zéro déchet et économie circulaire »

Il est proposé, pour atteindre les objectifs du PRPGD et de la SREC, de participer en **investissement**, au financement de **13 opérations** pour un montant total de **1 329 449 €** d'autorisations de programme, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme RE 7213-002 « Economie circulaire et déchets », action 572002012 « Economie circulaire et déchets » :

- 1 opération pour agir en faveur du zéro plastique (consigne pour réemploi, vrac...) ;
- 3 opérations pour généraliser le tri à la source des biodéchets et leur valorisation ;
- 4 opérations pour optimiser et améliorer la collecte, le tri et la valorisation des déchets ;
- 3 opérations pour le doublement de l'offre de réemploi et de réparation ;
- 2 opérations pour structurer les filières de réemploi et de recyclage mais également encourager de nouvelles pratiques circulaires dans le BTP.

Afin d'accélérer la mise en œuvre de deux actions inscrites dans la stratégie économie circulaire (*action 7.2 'Généraliser le tri à source des biodéchets dans un objectif de retour au sol' et action 10.2 'Vers des campus circulaires'*), il est proposé de participer en **fonctionnement**, au financement de **2 opérations** pour un montant total de **25 000 €** d'autorisations d'engagement, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 72 « Actions en matière des déchets et de propreté urbaine », programme RE 7211-002 « Economie circulaire et déchets », action 572002022 « Economie circulaire et déchets » :

- Cluster Eau Milieux Sols pour la réalisation d'un livret pour capitaliser les retours d'expériences et l'organisation d'un forum régional de partage et d'échanges des acteurs franciliens
- Réseau Etudiant pour une Société Ecologique et Solidaire (RESES) pour la réalisation d'un guide pour lancer et mettre en œuvre une démarche Campus zéro déchet et circulaire en Île-de-France.

2. Affectation de subventions au titre du « Fonds propreté »

Il est proposé de participer dans ce cadre au financement d'**une opération** de lutte contre les dépôts sauvages portée par une commune pour un montant total de **4 611 €** d'autorisations de programme, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 72 « Actions en matière de déchets et de propreté urbaine », programme HP 72-003 (172003) « Fonds propreté », action 17200301 « Fonds propreté ».

3. Autres Affectations

Ce rapport proposer également d'affecter **60 000 €** d'autorisations d'engagement, disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », sous-fonction 71 « Actions transversales », programme HP 71-001 (171004) « Actions transversales », action 17100403 « Études, prospectives et valorisation » :

- Dans le cadre du lancement des appels à projets FEDER dont l'instruction est déléguée à la Région, il est nécessaire de développer un outil d'analyse des projets pour assurer la qualification et le respect des règles liées aux régimes des aides d'Etat. A cette fin, il est proposé d'affecter 40 000 €. Il est à souligner que le programme opérationnel comprend pour la première fois un volet sur l'économie circulaire et les déchets.
- Dans le cadre de la mise en œuvre des politiques régionales, Île-de-France propre, économie circulaire et zéro déchet ainsi que du plan régional de prévention et de gestion des déchets, il est proposé d'attribuer 20 000 € afin d'effectuer les bons de commandes nécessaires à l'organisation des réunions et événements (sténotypistes, accueils café...), et aux autres dépenses (expertises, communication...). Les 3 événements clés sont les suivants : la commission consultative d'élaboration et de suivi du PRPGD (plan régional de prévention et de gestion des déchets), le forum régional Île-de-France propre et la conférence annuelle des acteurs franciliens de l'économie circulaire.

4. Modifications administratives

Ce rapport propose en outre, dans un souci de simplification pour les bénéficiaires et afin de fluidifier le versement des subventions, **de supprimer l'obligation de signer une convention de financement pour toutes les subventions en investissement dont le montant est inférieur à 23 000 €, dans le cadre des dispositifs suivants :**

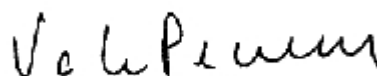
- Zéro déchet et économie circulaire ;
- et Fonds propreté.

Toutefois, les obligations contractuelles mentionnées dans les conventions-types adoptées pour ces dispositifs demeurent pour tous les bénéficiaires. Pour les opérations dont le montant de subvention est inférieur à 23 000 €, elles seront précisées dans les courriers de notification des aides.

L'ensemble des conventions qui seront signées avec les bénéficiaires intégreront les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 JANVIER 2023

POLITIQUE RÉGIONALE ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET DÉCHETS

PREMIÈRES AFFECTATIONS 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 le 26 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L 156 du 20 juin 2017 et par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le régime exempté SA.59108 relatifs aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L 156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi du n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 127-16 du 7 juillet 2016 modifiée portant approbation du dispositif « Région Île-de-France propre » et à la mise en œuvre du fonds propre modifiée ;

VU la délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements de la région vers un objectif « zéro déchet » en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-534 du 21 novembre 2018 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets 6^e rapport pour 2018 ;

VU la délibération n° CP 2019-043 du 24 janvier 2019 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets 1^{er} rapport pour 2019 ;

VU la délibération n° CR 2019-053 du 21 novembre 2019 portant approbation du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Île-de-France et de son rapport environnemental associé ;

VU la délibération n° CP 2020-167 du 1^{er} juillet 2020 relative à la Politique régionale économie circulaire et déchets : 4^{ème} affectation pour 2020 ;

VU la délibération n° CR 2020-040 du 24 septembre 2020 portant approbation de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) ;

VU la délibération n° CP 2021-198 du 1^{er} avril 2021 portant approbation de la suite de la mise en œuvre des propositions issues de la COP pour l'aménagement durable et l'environnement ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-367 du 22 septembre 2021 portant intégration d'une signalétique régionale ;

VU la délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets – Affectations 2021 ;

VU la délibération n° CP 2022-084 du 23 mars 2022 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets – 2^{ème} affectation 2022 ;

VU la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 portant approbation du contrat de plan État-Région 2021-2027 ;

VU la délibération n° CR 2022-047 du 6 juillet 2022 portant adoption du référentiel budgétaire et comptable M57 et expérimentation du compte financier unique (CFU)

VU la délibération n° CP 2022-435 du 10 novembre 2022 portant adoption du Budget participatif écologique et solidaire, 4^{ème} session ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU le budget de la région Île-de-France pour l'année 2023 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-004 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **zéro déchet et économie circulaire** », au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions en investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **1 329 449 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée par les dispositions de la délibération et n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **1 329 449 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme RE7213-002 « Economie circulaire et déchets », action 572002012 « Economie circulaire et déchets », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », axe 2 « Economie circulaire ».

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **zéro déchet et économie circulaire** », au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention en fonctionnement d'un montant total prévisionnel maximum de **25 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de la convention conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée par les dispositions de la délibération et n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **25 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 72 « Actions en matière des déchets et de propreté urbaine », programme RE7211-002 « Economie circulaire et déchets », action 572002022 « Economie circulaire et déchets », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », axe 2 « Economie circulaire ».

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Fonds propreté », au financement de l'opération détaillée dans la fiche-projet figurant en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions en investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **4 611 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée par les dispositions de la délibération et n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **4 611 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 72 « Actions en matière de déchets et de propreté urbaine », programme HP 72-003 (172003) « Fonds propreté », action 17200301 « Fonds propreté », du budget 2023.

Article 4 :

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **40 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », sous-fonction 71 « Actions transversales », programme HP 71-001 (171004) « Actions transversales », action 17100403 « Études, prospectives et valorisation », du budget 2023, pour **une assistance à la conception d'un outil d'analyse « aides d'Etat »**.

Article 5 :

Affecte, dans le cadre de la **mise en œuvre des politiques régionales économie circulaire et déchets**, un montant d'autorisations d'engagement de **20 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », sous-fonction 71 « Actions transversales », programme HP 71-001 (171004) « Actions transversales », action 17100403 « Études, prospectives et valorisation », du budget 2023.

Article 6 :

Décide de supprimer l'obligation de signer une convention de financement pour toutes les subventions en investissement dont le montant est inférieur à 23 000 €, dans le cadre des dispositifs suivants :

- Zéro déchet et économie circulaire
- Fonds propreté

Article 7 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Fiches projets Zéro déchet

DOSSIER N° EX070173 - Etude sur la création d'une unité de lavage mutualisée pour supprimer les emballages en plastique à usage unique en restauration collective

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2324-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	252 900,00 € HT	35,00 %	88 515,00 €
Montant total de la subvention			88 515,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEML SEMELOG
Adresse administrative : 227 RUE DES CABOEUFs
92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur Philippe CLOCHETTE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2022 - 30 juin 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : l'étude doit être lancée dès décembre pour répondre à l'obligation réglementaire de suppression des emballages à usage unique dans la restauration collective en 2025

Description :

La réglementation impose de supprimer les contenants en plastique à usage unique dans la restauration collective publique d'ici 2025. Cette obligation implique de réfléchir à l'organisation des cuisines centrales : il faut non seulement mobiliser de nouveaux espaces de stockage et de lavage des contenants mais également mettre en œuvre un circuit logistique pour transporter des matières alternatives comme le verre ou l'inox, qui sont plus lourds que le plastique.

Deux syndicats de restauration collective (Syrec à Gennevilliers et Siresco à Bobigny), ont ainsi souhaités s'organiser sous la forme d'une société d'économie mixte afin de construire une station de lavage mutualisée d'une superficie de 9 000 m². Ce projet permettra de proposer une solution de réemploi pour environ 120 000 repas par jours, soit l'utilisation équivalente de 50 000 bacs inox ou verre par jour. Le choix du terrain est actuellement à l'étude, l'implantation de l'unité étant envisagée sur un rayon allant de Gennevilliers (92) à Noisy-le-Sec (93).

La SEMELOG a la charge de :

- l'acquisition de toute unité foncière existante permettant d'implanter l'unité de lavage nécessaire à son activité ;
- l'acquisition et le renouvellement des contenants alimentaires pouvant être mis à disposition, à titre gracieux ou onéreux, de ses actionnaires ou clients ;
- la collecte, le nettoyage et le réemploi de récipients utilisés pour la restauration collective.

D'autres collectivités territoriales sont par ailleurs intéressées par la démarche de mutualisation menée par la SEMELOG, telles que le département de la Seine-Saint-Denis qui détient 6 cuisines centrales sur son territoire, ainsi que les syndicats de restauration Coclico et Siplarc, tous deux positionnés sur le nord de l'Île-de-France.

La première phase du projet consiste à mener une étude sous la forme d'une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) étendue sur 2 ans en vue de la rédaction d'un programme technique et fonctionnel visant à la construction de l'unité centralisée de lavage puis de son exploitation. L'AMO permettra :

- d'évaluer la faisabilité et les investissements nécessaires ;
- de suivre les travaux de la station de lavage et de l'acquisition du matériel ;
- d'assurer une logistique optimale des contenants et du lavage lors de la phase de tests.

Les phases suivantes concerneront l'investissement de matériel en contenants réemployables et en équipements de lavage.

Il est estimé que ce projet de laverie industrielle permettra de créer 71 emplois.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation d'une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la construction et l'exploitation de la station de lavage.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie régionale en faveur de l'économie circulaire (SREC) de :

- réduction de 10 % des quantités de Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) d'ici à 2025 ;
- d'engager 100 % des territoires franciliens dans l'économie circulaire d'ici à 2030.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif I : 50 % des dépenses éligibles des études.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude d'assistance à maîtrise d'ouvrage	252 900,00	100,00%
Total	252 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	88 515,00	35,00%
ADEME Ile-de-France	11 340,00	4,48%
Fonds propres	153 045,00	60,52%
Total	252 900,00	100,00%

DOSSIER N° EX069945 - Recyclage des déchets de papier et de carton par l'entreprise Réalisation Graphique d'Impression (77)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2324-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	134 946,00 € HT	20,00 %	26 989,00 €
	Montant total de la subvention		26 989,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RGI REALISATION GRAPHIQUE IMPRESSION
Adresse administrative : 6 RUE PAUL HENRI SPAAK
77400 SAINT THIBAUT DES VIGNES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Jean-François LE BORGNE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'entreprise Réalisation Graphique d'Impression (RGI) créée en 1984 et située à Saint Thibault des Vignes (77), comprenant 24 salariés, souhaite optimiser le tri à la source et la collecte de ses déchets de papier et de carton en vue de leur recyclage.

Pour ce faire, un système d'aspiration, de collecte et de compactage des chutes et rognés de papier doit être installé.

Les cartons, également triés à la source seront compactés.

Environ 180 tonnes de papier et de carton sont à recycler par an. Le fait de compacter les déchets de papier et de carton permettra de réduire par trois le volume à transporter.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier à l'acquisition et à l'installation du système d'aspiration et de collecte des déchets de papier, et du compacteur.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) de recycler les déchets des activités économiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif zéro déchet et économie circulaire : 30 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- SAINT-THIBAULT-DES-VIGNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Compacteur	19 046,00	14,11%
Système d'aspiration et de collecte des déchets	115 900,00	85,89%
Total	134 946,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	26 989,00	20,00%
Fonds propres	107 957,00	80,00%
Total	134 946,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX070126 - Modernisation du centre de tri des déchets des professionnels de Verneuil-sur-Seine (78)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2324-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	426 000,00 € HT	30,00 %	127 800,00 €
	Montant total de la subvention		127 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 4G ENVIRONNEMENT
Adresse administrative : LES SABLONS DOUX
78480 VERNEUIL SUR SEINE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Thibault GUIDICI, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2023 - 31 mai 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

4G Environnement est une entreprise de 10 salariés gérant un centre de tri situé sur une zone industrielle de la commune de Verneuil-sur-Seine (78). Ce dernier accueille 20 114 tonnes de déchets d'activités économiques (DAE) en mélange, principalement constitué de déchets inertes des chantiers franciliens, et de déchets provenant d'une clientèle de proximité (artisans et entreprises du bâtiment et des travaux publics). Aujourd'hui, seuls 15 % à 30 % des déchets reçus sont valorisés via des filières spécifiques de recyclage. Les refus de tri effectifs représentent 8 % des déchets. La quantité restante des DAE est stockée, en raison de la difficulté à les trier avec les méthodes de tri actuelles du centre de tri.

Actuellement, le tri des matériaux s'effectue selon des méthodes basiques (pelle à grapin, tri manuel). L'entreprise a aujourd'hui pour projet d'installer une chaîne de tri automatisée, afin de faire face à l'augmentation de la demande sur son territoire.

Cette chaîne de tri mécanisée doit permettre de :

- traiter de façon optimale ces déchets, afin de mieux les valoriser. L'objectif est d'atteindre un taux de valorisation matière de 50 %, au lieu de 15 % à 30 % aujourd'hui ;
- atteindre une capacité d'accueil de 23 131 tonnes par an plutôt que 20 114 tonnes par an aujourd'hui ;
- recruter dix emplois en un an grâce à l'augmentation de la capacité d'accueil.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition et l'installation des éléments qui composent la chaîne : criblage granulométrique et cabine de tri manuel des éléments légers alimentée par une bande convoyeuse.

Le projet permet de contribuer aux objectifs du PRPGD suivants :

- augmenter l'offre de collecte et de tri des déchets des professionnels ;
- optimiser et adapter le parc des centres de tri franciliens des déchets d'activités économiques ;
- augmenter le taux de valorisation matière d'au moins 65 % des déchets d'activités économiques entre 2014 et 2031.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif zéro déchet et économie circulaire et sa mesure V : 35 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- VERNEUIL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements (cribleur granulométrique, cabine de tri et bande convoyeuse)	426 000,00	100,00%
Total	426 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	127 800,00	30,00%
Fonds propres	298 200,00	70,00%
Total	426 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX069947 - Création d'une ressourcerie à Suresnes (92)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2324-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	290 000,00 € TTC	35,00 %	101 500,00 €
	Montant total de la subvention		101 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPDH92 HAUTS DE SEINE HABITAT OPH
Adresse administrative : 7 RUE CARNOT
92150 SURESNES
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur KAMAL MARFOK, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet consiste à créer une ressourcerie sur la commune de Suresnes.

Deux locaux adjacents (d'une surface totale de 322 m², avec un rez-de-chaussée et un étage) appartenant à Hauts-de-Seine Habitat, bailleur social ont été retenus à cette fin.

L'activité de ressourcerie, dont l'ouverture est prévue pour l'été 2023, sera menée avec l'association La Fabric'A, qui assure depuis 2017 la gestion d'une ressourcerie à Gennevilliers, et depuis 2021 à Levallois-Perret. Un contrat de location des locaux sera établi entre Hauts-de-Seine Habitat et la Fabric'A.

Les partenaires de ce projet sont l'Etablissement Public Territorial Paris Ouest La Défense (POLD) qui exerce la compétence collecte des déchets ménagers et assimilés, et le SYCTOM (syndicat de traitement des déchets). Des conventions tripartites seront signées entre la ville de Suresnes, POLD et la Fabric'A, et entre POLD, le SYCTOM et la Fabric'A.

Les flux pris en charge seront les textiles, linge de maison et chaussures, les livres, jeux et objets de puéricultures, le petit électroménager, les objets de décoration, la vaisselle, le petit mobilier et le matériel de jardinage et de sport. Le gisement collecté est estimé à 120 tonnes / an.

Les locaux nécessitent des travaux afin d'être mis aux normes ERP (établissements recevant du public) et afin de pouvoir accueillir une activité de ressourcerie qui comprendra des espaces de stockage et de vente, ainsi qu'un atelier et une bricothèque.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation des travaux par Hauts-de-Seine Habitat.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) de doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation d'ici 2031.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif zéro déchet et économie circulaire et de la mesure II : 35 % des dépenses éligibles en investissement qui correspondent au taux maximum que le RI propose.

Localisation géographique :

- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	290 000,00	100,00%
Total	290 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	101 500,00	35,00%
SYCTOM (prévisionnel)	80 550,00	27,78%
Fonds propres	107 950,00	37,22%
Total	290 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX069854 - Chantier démonstrateur de l'économie circulaire des matériaux et équipements à Aulnay-sous-Bois (93)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2324-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	264 850,00 € TTC	25,00 %	66 212,00 €
	Montant total de la subvention		66 212,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEQENS SOCIETE ANONYME
D'HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 14 BOULEVARD GARIBALDI
92130 ISSY LES MOULINEAUX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Stéphane DAUPHIN, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 octobre 2022 - 30 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les opérations de curage et dépose sélectifs doivent avoir lieu dès que les logements sont libérés, afin d'éviter tout squat ou dégradation des bâtiments.

Description :

SEQENS, entreprise sociale de l'habitat, est gestionnaire bailleur d'un patrimoine vieillissant de 263 logements à Aulnay-sous-Bois. Inscrite depuis juillet 2022 dans le programme intitulé « Booster du réemploi », cette société souhaite bénéficier des retours d'expériences, de l'expertise des équipes du « booster » et d'inscrire sa démarche dans les sites démonstrateurs en Île-de-France.

Dans le cadre d'un projet de rénovation et requalification, l'ensemble des bâtiments vont être démolis.

Il s'agit de valoriser les ressources issues de ce chantier et de réaliser un projet exemplaire et innovant de réemploi, depuis les diagnostics ressources jusqu'aux tests de dépose sélective et aux préconisations de mises en œuvre :

- 1- opérations de curage poussées avec dépose sélective soignée des différents matériaux et équipements identifiés lors de la phase préliminaire des diagnostics ressources ;
- 2- réalisation d'une étude sur la possibilité de réemployer directement les matériaux du site dans les futures opérations neuves du site (logique de boucle locale) ;
- 3- réemploi des matériaux et équipements qui ne peuvent être réutilisés sur site via la plateforme de réemploi de Réavie à La Courneuve.

Des animations-sensibilisations sont également prévues via notamment la participation des habitants aux chantiers de déconstruction. A travers des ateliers et événements, le bailleur souhaite lier réemploi et réinsertion professionnelle en présentant les métiers liés au réemploi en vue de préparer les chantiers à venir. Des formations en insertion professionnelle aux métiers du réemploi dans le bâtiment sont par ailleurs envisagées.

Avec l'objectif de mobiliser la mine urbaine dans le BTP, la Région apporte son soutien financier aux surcoûts des travaux liés à la mise en œuvre de la démarche de curage et dépose sélective, ainsi qu'aux études de faisabilité (diagnostics ressources) préalables à ce volet des travaux.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) de mettre l'économie circulaire au cœur des chantiers.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif III - Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens :

50 % des études de faisabilité ou pré-opérationnelles

35 % des autres dépenses d'investissement éligibles

Localisation géographique :

- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes de faisabilité	8 460,00	3,19%
Surcoûts de travaux liés au réemploi des matériaux et équipements	256 390,00	96,81%
Total	264 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	66 212,00	25,00%
Fonds propres	198 638,00	75,00%
Total	264 850,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX070018 - Expérimentation de gestion de proximité et collecte des biodéchets sur le territoire de Plaine Commune (93)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2324-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	220 237,00 € HT	35,00 %	77 083,00 €
	Montant total de la subvention		77 083,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 21 AV JULES RIMET
93218 SAINT DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public de Coopération Intercommunautaire
Représentant : Monsieur Mathieu HANOTIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Plaine Commune est l'un des 11 Etablissements Public Territoriaux (EPT 6) de la Métropole du Grand Paris, et assure la compétence de collecte des déchets ménagers pour les 440 000 habitants de ses 9 communes (la compétence traitement étant déléguée au SYCTOM).

Depuis mai 2022, une stratégie biodéchets territoriale est élaborée avec trois objectifs :

- améliorer la valorisation des déchets et permettre le retour au sol des biodéchets des ménages et assimilés ;
- respecter la réglementation (taux de valorisation matière, tri à la source des biodéchets) et les objectifs du PRPGD et de la SREC ;
- maîtriser les coûts.

Le déploiement du tri à la source interviendra dès le 1er trimestre 2023, avec la réalisation de différents types d'expérimentations auprès des ménages et autres producteurs sur l'ensemble du territoire de Plaine Commune.

4 cibles ont été identifiées afin de pouvoir adapter les solutions à proposer, une solution unique sur le territoire n'étant pas adaptée :

- zones pavillonnaires : expérimentations de compostage individuel ;
- zones mixtes (habitats collectifs tous types) : expérimentations de compostage partagé de quartier et expérimentations de collecte en point d'apport volontaire ;

- zones denses contraintes (petits et moyens collectifs) : expérimentations de collecte en point d'apport volontaire de proximité et autour d'un marché forain ;
- producteurs non-ménagers : expérimentations de collecte en porte-à-porte des écoles et des producteurs assimilés du territoire.

Ces expérimentations feront l'objet d'une campagne de sensibilisation.

Un comité de pilotage et des groupes de travail seront mis en place avec les partenaires techniques et financiers, dont la Région Île-de-France.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition de l'ensemble des matériels nécessaires aux expérimentations : équipements de pré-collecte, abris-bacs, équipements de compostage et chalets de compostage.

Ce projet s'inscrit dans la stratégie régionale économie circulaire et contribue à l'atteinte des objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de valorisation des déchets organiques, de déploiement du compostage de proximité ainsi de mise en place du tri à la source des biodéchets au plus tard le 31 décembre 2023.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif IV - Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 35 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements de pré-collecte	35 112,00	15,94%
Abris-bacs	157 080,00	71,32%
Equipements de compostage	15 545,00	7,06%
Chalets de compostage	12 500,00	5,68%
Total	220 237,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	77 083,00	35,00%
ADEME IDF (prévisionnel)	99 107,00	45,00%
Fonds propres	44 047,00	20,00%
Total	220 237,00	100,00%

DOSSIER N° EX069994 - Fabrique CYCLE TERRE : création d'une ligne de production industrielle innovante de panneaux de construction à base de terres excavées à Sevrans (93)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2324-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	650 000,00 € HT	30,00 %	195 000,00 €
Montant total de la subvention			195 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CYCLE TERRE

Adresse administrative : 2 BIS RUE PAUL LANGEVIN
93270 SEVRANS

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur TEDDY DUSAUSAYE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La société coopérative Cycle Terre a démarré son activité à Sevrans fin 2021. Elle est née d'un projet partenarial, financé par la Région Île-de-France, qui visait à créer une installation de production de matériaux de construction en terre crue à partir de déblais de chantier.

Après cette première étape, cette société poursuit son objectif d'industrialiser la production de tous types de matériaux en terre crue en vue d'élargir sa gamme de produits aux panneaux terre-fibre extrudés (PTE). Fabriqué entièrement à partir de matières locales et issues de l'économie circulaire (terres de déblais, ouate de cellulose, co-produits agricoles tels la paille), le PTE est un matériau novateur, encore inexistant en France, qui a vocation à remplacer les plaques de plâtre et les plaques fibres-gypse (dont l'impact carbone est de 1,5 à 3 fois plus important).

A ce jour, la Fabrique de Cycle Terre est en mesure de produire de très petites quantités de PTE, dans des conditions très artisanales et à un prix qui ne rend pas le matériau compatible avec les bilans économiques des opérations de construction. C'est pourquoi l'industrialisation du procédé est nécessaire, par l'installation d'une nouvelle ligne de production dédiée au sein de la Fabrique.

L'objectif est de commercialiser d'ici 2026, 54 000 panneaux par an, ce qui permettra de valoriser 1250 tonnes de terres de déblais, 30 tonnes d'ouates de cellulose et 100 tonnes de paille.

En outre, les PTE contribueront à la réduction des déchets du BTP car c'est un produit qui peut être recyclé, réutilisé ou composté une fois la fin de vie du bâtiment atteinte.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation des études de faisabilité préalables aux investissements et à l'acquisition des machines, équipements et matériels nécessaires à la nouvelle ligne de production de panneaux terre-fibre extrudés.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) de mettre l'économie circulaire au cœur des chantiers.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif III - Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens

Localisation géographique :

- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Études de faisabilité préalables aux investissements	50 000,00	7,69%
Machines, équipements, matériels	600 000,00	92,31%
Total	650 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	195 000,00	30,00%
BPI (obtenu)	319 018,00	49,08%
Fonds propres	135 982,00	20,92%
Total	650 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX069788 - Mise en place d'un dispositif de traçabilité des flux sur les sites Emmaus Liberté du Val-de-Marne (94)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2324-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	135 000,00 € TTC	30,00 %	40 500,00 €
	Montant total de la subvention		40 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EMMAUS LIBERTE
Adresse administrative : 42 RUE PIERRE ET MARIE CURIE
94200 IVRY SUR SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ERIC BOUCHAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 octobre 2022 - 31 mai 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin de pouvoir bénéficier, sur une année complète, de l'augmentation du taux de réemploi des dons.

Description :

Depuis 1972, la Communauté Emmaüs Liberté héberge près de cinquante personnes en difficultés qui, dans le cadre d'un parcours d'insertion professionnelle participent à l'activité de remploi et de recyclage d'objets, meubles, vêtements, livres, électroménager.

Cette association a pour projet de peser tous ses dons selon les différentes filières (textiles, meubles, D3E, jouets, livres, articles de sport et de loisir, articles de jardinage et de bricolage) sur tous ses sites situés dans le Val-de-Marne (Champigny-sur-Marne, Charenton-le-Pont, Ivry-sur-Seine et Maisons-Alfort).

Pour cela, il est nécessaire d'équiper l'ensemble des sites du matériel nécessaire pour réaliser les pesées et le tri précis des flux d'objets entrants.

L'objectif est d'assurer le suivi, d'augmenter le taux de réemploi mais également d'améliorer le taux de recyclage.

Deux personnes en insertion, un encadrant technique et l'ensemble des bénévoles participeront, pour chaque site, à ce projet.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier aux travaux d'aménagement de l'espace réemploi et à l'acquisition de matériel et d'équipement nécessaires pour développer l'activité de pesée et de tri des dons.

Ce projet s'inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire et contribue à l'atteinte de l'objectif régional de doublement du nombre structures de réemploi à l'horizon 2031 et de réduction de 10 % du gisement de déchets ménagers et assimilés à l'horizon 2025 par rapport à 2010 inscrit au PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif zéro déchet et économie circulaire et de la mesure II : Développer le réemploi, la réutilisation et la réparation : 35 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- CHARENTON-LE-PONT
- CHAMPIGNY-SUR-MARNE
- IVRY-SUR-SEINE
- MAISONS-ALFORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériels et équipements (chariot élévateur et transpalettes peseur, matériels informatiques et de pesage)	60 000,00	44,44%
Aménagement local pour tri et pesage	75 000,00	55,56%
Total	135 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	40 500,00	30,00%
ADEME	35 000,00	25,93%
Département du Val-de-Marne	10 000,00	7,41%
Fonds propres	49 500,00	36,67%
Total	135 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX069783 - Assistance à maîtrise d'ouvrage pour améliorer les performances énergétiques et environnementales d'un centre de valorisation énergétique à Argenteuil (95)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2324-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	206 600,00 € HT	25,00 %	51 650,00 €
Montant total de la subvention			51 650,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT AZUR
Adresse administrative : 2 RUE DU CHEMIN VERT
95100 ARGENTEUIL
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Gilbert AH-YU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le syndicat AZUR est un syndicat Mixte de 163 300 habitants, situé dans le Val d'Oise (95), exerçant les compétences collecte et traitement des déchets. Les communes d'Argenteuil, de Bezons, de Corneilles en Parisis et de La Frette sur Seine adhèrent à celui-ci au titre de leur EPCI de rattachement.

Il dispose de son propre Centre de Valorisation Energétique (CVE) dans lequel sont valorisés les ordures ménagères et assimilés issues de son territoire et des communes avoisinantes. Ce CVE est relié à un réseau chaleur alimentant 17 500 logements sur les territoires des villes d'Argenteuil et de Bezons.

La capacité de traitement est de 206 000 tonnes de déchets / an depuis 2019. La société Suez R&V Energie est l'exploitant par bail emphytéotique avec une convention d'exploitation d'une durée de 27 ans à compter de mai 1998. Dans le cadre du renouvellement de la délégation de service public (DSP) qui va intervenir au 1er juillet 2025, le syndicat souhaite :

- modifier le process afin d'augmenter les performances énergétiques et diminuer l'impact environnemental, notamment sur les rejets aqueux ;
- créer un parcours pédagogique sur le centre pour favoriser son acceptabilité à la gestion des déchets.

Pour répondre à ces besoins, le syndicat AZUR souhaite dans le cadre du renouvellement de la DSP faire appel à une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour disposer d'un accompagnement technique, financier et juridique intégrant toutes les phases de diagnostics préalables, de rédaction de l'ensemble des documents utiles à la consultation, d'accompagnement à la sélection de l'opérateur et, le cas échéant, à l'accompagnement éventuel au changement d'exploitant.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier à la mission d'AMO de l'étude pré-opérationnelle pour améliorer les performances énergétiques et environnementales du centre de valorisation énergétique d'Argenteuil pour le renouvellement de la DSP.

Ce projet contribue à l'atteinte des objectifs régionaux d'amélioration du parc francilien d'incinération et d'encouragement des usages innovants en valorisation énergétique des déchets, de mettre le cap sur le zéro déchet enfoui et réduire le stockage et d'augmentation de la performance énergétique du parc des UIDND franciliennes inscrits au PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif VI : anticiper les crises et réduire l'impact de la gestion des déchets : 50 % des dépenses éligibles pour les études de faisabilité ou pré-opérationnelles.

Localisation géographique :

- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
AMO (assistance à maîtrise d'ouvrage) pour améliorer les performances énergétiques et environnementales	206 600,00	100,00%
Total	206 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	51 650,00	25,00%
Fonds propres	154 950,00	75,00%
Total	206 600,00	100,00%

DOSSIER N° EX069785 - Création d'un centre de tri pour déchets professionnels à Bruyères-sur-Oise (95)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2324-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	3 035 000,00 € HT	9,88 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BBR BORNES RECYCLAGE
Adresse administrative : 2 AV DES ENTREPRENEURS
95400 VILLIERS LE BEL
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur RICHARD BORNES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 octobre 2022 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les délais de fourniture de certains équipements sont actuellement de 24 mois à cause de la crise des matières premières. Afin de pouvoir démarrer l'activité dans les plus brefs délais il convient de pouvoir passer les commandes de matériel le plus tôt possible.

Description :

Créée en 1956, l'entreprise Bornes recyclage est spécialisée dans la récupération, le traitement et le négoce de fers et métaux, elle propose aux sociétés du BTP (démolisseurs, constructeurs.), aux usines de métallurgie et aux artisans/professionnels (électricien, serrurier, maçon, plombier...) la reprise et la valorisation de leurs déchets de ferrailles et métaux.

Implantée à Villiers-le-Bel (95) depuis 2015, Bornes recyclage collecte des déchets (bois, déchets industriels dangereux, déchets industriels banals, ferraille/métaux, cartons/papiers) sur l'ensemble de l'Île-de-France à travers le dépôt de bennes sur les chantiers du BTP.

Le centre est ouvert aux artisans/professionnels en horaires élargies et rayonnant sur 10 à 15 km autour du centre mais le site actuel est arrivé au maximum de ses capacités.

Bornes recyclage souhaite ainsi ouvrir un autre centre de tri à Bruyères-sur-Oise (95) dédié à la réception de déchets des professionnels/artisans et à la massification de la revalorisation des gisements franciliens de déchets de professionnels de l'ordre de 35 000 tonnes /an de déchets professionnels.

Situé à 250 mètres des quais partagés de Bruyères-sur-Oise, la majorité des métaux valorisés dans les fonderies situées principalement dans le nord de la France devraient être acheminés par transport fluvial.

L'ouverture du site aux artisans est prévue pour juin 2023 mais celui-ci ne sera à pleine capacité qu'à partir de 2024. Cette nouvelle activité permettra de créer 10 emplois à temps plein d'ici 2024.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier aux travaux d'aménagement du site et d'installation des lignes de tri et aux équipements et matériel de séparation des matières.

Ce projet s'inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire et contribue à l'atteinte de l'objectif régional de 60 % de valorisation matière des DNDNI en 2025 et de 65 % en 2031 inscrit au PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif IV - Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 35 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- BRUYERES-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	500 000,00	16,47%
Equipements (presse cisaille, convoyeur)	2 535 000,00	83,53%
Total	3 035 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	300 000,00	9,88%
Fonds propres	2 735 000,00	90,12%
Total	3 035 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° EX069856 - Création d'une plateforme de compostage de biodéchets et de production des terres végétalisées à Bruyère-sur-Oise (95)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2324-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	2 161 530,00 € HT	10,00 %	216 153,00 €
	Montant total de la subvention		216 153,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENGLOBE FRANCE
Adresse administrative : CHEMIN DE BRASEUX
91540 ECHARCON
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur FRANCK BOURGET, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'entreprise Englobe France œuvre à la réhabilitation de sites contaminés et au traitement de terres polluées au moyen de techniques basées sur la biodégradation respectueuses de l'environnement. La société emploie 110 collaborateurs et régénère près de 500 000 tonnes de sols contaminés par an. Disposant de 5 centres d'exploitation en France dont 2 situés en Île-de-France, cette société souhaite aménager à Bruyères-sur-Oise (95) une plateforme de compostage de biodéchets acceptant les Sous-Produits Animaliers de 3ème catégorie (SPA3) et mener des initiatives afin de promouvoir le tri et le compostage des biodéchets pour un retour à la terre de la matière organique. Ainsi, 50 000 tonnes de biodéchets par an pourraient être traitées à terme.

Concernant les extrants, Englobe France souhaite développer à partir du compost une gamme d'écoproduits normés et destinés aux marchés agricoles, horticoles et de détail, afin de retourner à la terre 100 % du compost produit, et ainsi réaliser la circularité de l'économie de gestion des biodéchets.

Ce projet vise aussi à valoriser la fraction de compost qui ne répond pas à la norme en l'utilisant dans le processus de dépollution des terres : elle servira à activer la dégradation bio-stimulée qui est à l'œuvre dans les biopiles, et permettra ainsi d'améliorer les performances de dépollution des sols contaminés. Enfin, la valorisation des terres biotraitées sera complétée grâce à l'activité de compostage en développant la production de terres végétales et de terreaux, composés de terres biotraitées et enrichies en compost.

Les infrastructures portuaires à proximité permettront d'acheminer 50 000 tonnes de terres par voies fluviales.

L'entreprise prévoit de doubler ses effectifs sur site (soit 15 ETP au global) lorsque la capacité de compostage sera pleinement utilisée.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier à l'étude pré-opérationnelle et d'ingénierie, pour la création d'une plateforme de compostage de biodéchets (travaux d'aménagement du site, installation des équipements et acquisition du matériel).

Ce projet s'inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire et contribue à l'atteinte de l'objectif régional de 60 % de valorisation matière des DNDNI en 2025 et de 65 % en 2031 inscrit au PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif IV - Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 35 % des dépenses éligibles en investissement et 50 % pour les études pré-opérationnelles.

Localisation géographique :

- BRUYERES-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	900 400,00	41,66%
Matériels et équipements	1 096 630,00	50,73%
Etudes pré opérationnelles et d'ingénierie	164 500,00	7,61%
Total	2 161 530,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	216 153,00	10,00%
ADEME (prévisionnel)	757 000,00	35,02%
Fonds propres	1 188 377,00	54,98%
Total	2 161 530,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° EX069866 - Etude de faisabilité pour la mise en place de solutions de tri à la source des biodéchets (95)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2324-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	45 850,00 € HT	40,00 %	18 340,00 €
	Montant total de la subvention		18 340,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT TRI ACTION

Adresse administrative : ZI RUE DE PIERRELAYE
95550 BESSANCOURT

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : Monsieur Jean-Charles RAMBOUR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 octobre 2022 - 30 avril 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence à lancer l'étude dans les plus brefs délais afin de pouvoir répondre, dans les temps, à l'obligation légale de mise en place de solutions de tri à la source des biodéchets pour l'ensemble des producteurs au 1er janvier 2024.

Description :

Le Syndicat TRI ACTION, syndicat mixte intercommunal exerce la compétence collecte, traitement et prévention des déchets ménagers de 9 communes réparties sur 3 communautés du Val d'Oise, qui regroupent 121 536 habitants.

Le Syndicat AZUR, syndicat mixte intercommunal exerce la compétence collecte, traitement et prévention des déchets ménagers de 4 communes réparties sur 3 communautés d'agglomération du Val d'Oise, qui regroupent 172 816 habitants.

Le syndicat Tri-Action souhaite étudier la possibilité de déployer des solutions de tri à la source des biodéchets sur son territoire et celui du syndicat AZUR.

L'objectif principal de cette étude est d'appréhender précisément la méthodologie à suivre, et les moyens matériels et humains à déployer dans un objectif de solutions de tri à la source des biodéchets pour les ménages, et les gros producteurs publics et privés identifiés.

La présente étude sera un outil d'aide à la décision et se déroulera en 3 phases :

- phase 1 : état des lieux et diagnostic du territoire ;
- phase 2 : élaboration des scénarii techniques ;
- Phase 3 : approfondissement du scénario retenu, définition de zones test et d'un plan d'actions.

Une campagne de caractérisation des ordures ménagères ciblée sur les biodéchets sera réalisée en amont de l'expérimentation (état des lieux en 2022) puis en 2024 (résultat de l'expérimentation) afin de mesurer l'efficacité des solutions proposées.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier à l'étude de faisabilité de mise en place de solutions de tri à la source des biodéchets et à la réalisation des campagnes de caractérisations.

Ce projet s'inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire et contribue à l'atteinte de l'objectif régional de réduction de 10 % du gisement de déchets ménagers et assimilés à l'horizon 2025 par rapport à 2010 et d'un taux de valorisation matière et organique des DMA de 48 % en 2025 et 52 % en 2031 par rapport à 2015 inscrit au PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif IV : relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 50 % pour les études de faisabilité ou pré-opérationnelles.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité et réalisation de campagnes caractérisations	45 850,00	100,00%
Total	45 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	18 340,00	40,00%
ADEME (prévisionnel)	18 340,00	40,00%
Fonds propres	9 170,00	20,00%
Total	45 850,00	100,00%

DOSSIER N° EX069857 - Création et mise en place d'un atelier de récupération, réemploi et réparation de vélos à Garges-lès-Gonesse (95)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2324-572002-1700

Action : 572002012- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	56 305,00 € TTC	35,00 %	19 707,00 €
	Montant total de la subvention		19 707,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE

Adresse administrative : 10 PLACE JULES VALLES
91000 EVRY COURCOURONNES

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Céline COUBARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Créée en 2001, Études et Chantiers Île-de-France est une association d'éducation populaire qui a pour objectifs de lutter contre les exclusions, préserver l'environnement et favoriser le lien social à travers des chantiers d'insertion.

La branche SoliCycle de l'association souhaite créer, dès décembre 2022, un atelier vélo dans un local de 420 m² à Garges-lès-Gonesse (95).

Celui-ci aura pour principales activités :

- le recyclage de vélo-épaves, la réparation de vélos, grâce à des pièces détachées d'occasion ;
- l'accueil des habitants des quartiers politiques de la ville, pour les permanences d'autoréparation, où les personnes apprendront à réparer leur vélo ;
- l'animation d'ateliers de réparation et d'autoréparation de vélos en dehors de l'atelier (au sein des quartiers politique de la ville, événements de l'économie social et solidaire...).

Dans un second temps, une activité de cyclogistique sera développée sur le territoire de la CARPF (Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France) ainsi qu'un partenariat avec les déchetteries à proximité de Garges-lès-Gonesse afin de valoriser au mieux les vélos et les différentes pièces détachées. Le principal objectif est d'assurer la réparation du plus grand nombre de vélos possible sur le territoire de la CARPF afin d'enclencher une dynamique positive autour du vélo et d'inciter les habitants à venir faire le diagnostic et réparer leurs vélos. SoliCycle vise un objectif de 400 adhérents la première année.

L'atelier mettra également l'accent sur le réemploi de pièces détachées issues de vélos épaves ou de vélos d'occasion, issus de dons de particuliers, de la récupération auprès d'entreprises ou de collectivités. L'objectif est de récupérer en moyenne 500 vélos par an (dont 350 qui sont remis en état). Un vélo pesant environ 18 kg, ces 500 vélos représentent 9 tonnes de matière (principalement l'acier du cadre du vélo). Cet atelier permettra en outre la création d'emplois : un encadrant technique, un accompagnateur socioprofessionnel, un chargé de développement et 12 salariés en insertion.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier aux travaux d'aménagement du local, à l'acquisition de supports de communication et de matériel, de mobilier et d'équipement nécessaire pour développer l'activité de réemploi et de réparation des vélos.

Ce projet s'inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire et contribue à l'atteinte de l'objectif régional de doublement du nombre structures de réemploi à l'horizon 2031 et de réduction de 10 % du gisement de déchets ménagers et assimilés à l'horizon 2025 par rapport à 2010 inscrit au PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif II : Développer le réemploi, la réutilisation et la réparation : 35 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel et équipement ateliers	48 305,00	85,79%
Communication - signalétique	8 000,00	14,21%
Total	56 305,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	19 707,00	35,00%
Département du Val d'Oise	6 000,00	10,66%
Fonds propres	30 598,00	54,34%
Total	56 305,00	100,00%

DOSSIER N° 23000020 - Capitalisation et partage des retours d'expériences sur la filière biodéchets : livret technique et forum Ile-de-France

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement) (n° 00000356)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 937-7211-65748-572002-1700

Action : 572002022- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement)	147 195,00 € TTC	13,59 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLUSTER EAU MILIEUX SOLS
Adresse administrative : 2 AVENUE JEAN JAURES
94600 CHOISY LE ROI
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel LEPRETRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2023 - 25 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'association Cluster Eau Milieux Sols Paris Île-de-France (ou Cluster EMS) a été créée en 2015 et a pour mission générale d'animer des filières économiques innovantes dans les domaines de la gestion de l'eau, des milieux et des sols urbains. Elle anime et développe depuis 2021 un réseau d'acteurs franciliens de la filière biodéchets grâce aux soutiens financiers de la Région et de l'ADEME. Ses travaux contribuent à l'accompagnement des acteurs de la filière en vue de respecter l'obligation de mise en place de solutions de tri à la source des biodéchets pour l'ensemble des producteurs (dont les ménages) au 31 décembre 2023. La filière a pour but de développer les dynamiques et synergies pour la gestion et valorisation de biodéchets sur le territoire francilien. En 2022, le Cluster a ainsi consolidé le réseau, mis en ligne d'une plateforme collaborative et créer une base ressources pour la filière biodéchets. Il a organisé tout au long de l'année différents événements avec les acteurs de la filière (et notamment les EPCI à compétence collecte et/ou traitement) : 3 ateliers et un forum.

Afin de poursuivre cette dynamique, le Cluster EMS sollicite le soutien de la Région pour poursuivre son action avec pour objectif la capitalisation de toutes les connaissances accumulées par le Cluster EMS et des retours d'expériences et expérimentations lancées par les collectivités. Cette action prendra la forme d'un livret technique. Ce livret a pour objectif de d'informer, de sensibiliser les collectivités et de leur permettre une meilleure prise de décisions et donc in fine une meilleure coordination concernant la gestion des biodéchets sur l'Île-de-France. Il est également prévu d'organiser un événement régional qui se voudra fédérateur de la filière biodéchets. Ce forum Biodéchets d'Île-de-France pourrait se tenir mi-2023.

La Région apporte son soutien financier à la capitalisation des connaissances, retours d'expériences et expérimentations, l'élaboration et la mise en forme d'un livret technique et l'organisation d'un évènement régional biodéchets.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif VII : accompagner les changements de modèles et pratiques pour le zéro déchet et l'économie circulaire : Plafond d'aide de 40 000 € / an.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Capitalisation et partage des connaissances et des retours d'expériences, réalisation d'un livret biodéchets et organisation d'un évènement régional	147 195,00	100,00%
Total	147 195,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	20 000,00	13,59%
ADEME (prévisionnel)	50 000,00	33,97%
Fonds propres	77 195,00	52,44%
Total	147 195,00	100,00%

DOSSIER N° 23001392 - Réalisation d'un guide pour développer les campus circulaires franciliens

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement) (n° 00000356)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 937-7211-65748-572002-1700

Action : 572002022- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement)	10 000,00 € TTC	50,00 %	5 000,00 €
Montant total de la subvention			5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESES RESEAU ETUDIANT POUR UNE SOCIETE ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE
Adresse administrative : 50 RUE DES TOURNELLES
75003 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Paul VAN CELST, Délégué

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Créé en 2007, le RESES, Réseau Etudiant pour une Société Ecologique et Solidaire, est un réseau national composé de 150 associations étudiantes (dont près de 70 en Île-de-France) qui mènent des projets liés aux enjeux écologiques et solidaires tels que l'alimentation, la biodiversité, le climat, les déchets, etc. L'un de ses principaux objectifs est d'atteindre 100 % de campus durables et engagés dans une démarche de transition écologique.

Le projet consiste en la création d'un guide pratique, à destination des établissements d'enseignement supérieurs franciliens, ainsi qu'aux associations étudiantes et aux étudiants. L'objectif est de fournir aux universités franciliennes un outil leur permettant de mettre en place des actions pour développer l'économie circulaire au sein de leurs campus.

La rédaction et la diffusion de ce guide permettra d'engager une dynamique au niveau des universités franciliennes visant à les impliquer dans de futurs projets de campus circulaire. Il sera enrichi d'initiatives existantes ou en cours d'élaboration en Île-de-France, afin de donner des pistes d'actions concrètes à mettre en œuvre. Une partie sera consacrée aux approches législatives et réglementaires, mises à jour, afin d'appuyer la mise en place d'actions sur les campus franciliens.

L'un des objectifs de ce guide est la sensibilisation des acteurs de l'enseignement supérieur. Pour cela le RESES impliquera autant que faire se peut les différents acteurs du territoire dans sa rédaction : Région Île-de-France, France Universités, Conférence des Grandes Ecoles, CNOUS, Crous de Paris, de Créteil et de Versailles, associations étudiantes, associations locales et étudiants, afin de recueillir une vision transversale des enjeux et des solutions.

Le RESES organisera un évènement de présentation du guide auprès des établissements d'enseignement supérieur francilien, des associations étudiantes et de l'ensemble des acteurs franciliens impliqués. Il aura à sa charge la définition de la trame, les invitations, la mobilisation, la communication...

La Région apporte son soutien financier à la réalisation du guide et de l'évènement de restitution.

Ce projet contribue à l'atteinte de l'objectif de la SREC d'engager 100 % des territoires franciliens engagés dans l'économie circulaire et accélérer la mise en œuvre de l'action 10.2 Vers des campus circulaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif VII : accompagner les changements de modèles et pratiques pour le zéro déchet et l'économie circulaire : plafond d'aide de 40 000 € / an.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Capitalisation des connaissances et retours d'expériences, rédaction et mise en forme du guide	7 850,00	78,50%
Organisation d'un événement de présentation du guide	2 150,00	21,50%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	5 000,00	50,00%
Crous de Paris (prévisionnel)	1 430,00	14,30%
France Université (prévisionnel)	785,00	7,85%
MESRI (prévisionnel)	715,00	7,15%
Fonds propres	2 070,00	20,70%
Total	10 000,00	100,00%

Annexe 2 - Fiche-projet Fonds propre

DOSSIER N° EX070004 - Fonds propreté : Projet territorial de prévention et de lutte contre les dépôts sauvages – Commune de Varennes-Jarcy

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)

Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 23/03/2022

Imputation budgétaire : 907-7222-2041411-172003-1700

Action : 17200301- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	5 764,48 € HT	80,00 %	4 611,00 €
Montant total de la subvention			4 611,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VARENNES JARCY

Adresse administrative : PLACE ARISTIDE BRIAND
91480 VARENNES-JARCY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Bruno BEZOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2023 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Varennes-Jarcy est une commune de 2300 habitants, située dans le département de l'Essonne (91) confrontée aux dépôts sauvages. Ce phénomène est d'autant plus renforcé que la commune se caractérise par de nombreux espaces agricoles, chemins ruraux et d'exploitation et par l'importance de ses espaces naturels sensibles et de leur accessibilité au public.

La commune bénéficie d'une brigade intercommunale environnementale (Communauté de Communes de l'Orée de la Brie) et a déjà mis en place des mesures de restriction. Néanmoins, les barrières ou portiques sont régulièrement dégradés et l'information ne remonte pas immédiatement aux services. Il est également difficile d'identifier les auteurs des infractions. La commune connaît par ailleurs des abandons de déchets au sein même du village près des containers, sur les trottoirs ou dans les jardins.

Afin de lutter contre ces dépôts sauvages, la commune souhaite développer des actions à la fois sur le plan préventif, curatif et répressif : développement d'un service propreté (personnel à temps complet équipé d'un triporteur électrique) ; renforcement du dispositif de protection des accès aux chemins ruraux par la pose de pièges photographiques sur certaines entrées de chemins ruraux (vidéo verbalisation) et par la pose de barrières sélectives (sur l'un des chemins les plus exposés : chemin de Villemeneux) ; et développement d'opérations de ramassage et de sensibilisation auprès de la population (deux à trois actions par an en partenariat avec le SIVOM).

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition d'un tri-porteur électrique, des pièges photographiques, des barrières sélectives et des petits matériels de ramassage (pinces, piques, sacs).

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de lutter contre les pratiques illicites et les dépôts sauvages de déchets.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif du Fonds propre : 80 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- VARENNES-JARCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Tri-porteur électrique	3 617,50	62,76%
Petit matériel (pinces, sacs et pics)	238,32	4,13%
Pièges photographiques	526,66	9,14%
Barrières	1 382,00	23,97%
Total	5 764,48	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	4 611,00	79,99%
Fonds propres	1 153,48	20,01%
Total	5 764,48	100,00%